

CFDT ... CFTC ... CGT ... CGT-FO ... FSU ... UNSA

# POUR UNE EUROPE PLUS SOCIALE

Pour la promotion de l'emploi et la défense des droits sociaux

## ❖ POUR L'EMPLOI ET LES DROITS SOCIAUX

**L'emploi est la première des exigences sociales, la première préoccupation des salariés et de leurs organisations syndicales.**

La précarité se développe dans toute l'Europe, aux dépens du droit des salariés à une vie digne et épanouissante. La pauvreté et l'exclusion augmentent. Les restructurations d'entreprise détruisent des bassins d'emploi entiers, les salariés européens sont mis en situation de concurrence entre eux, faute d'un haut niveau de droits sociaux européens et

d'harmonisation fiscale. Ce n'est pas par une remise en cause du droit du travail, ou par l'affaiblissement de la négociation collective que la situation se redressera.

Les politiques de l'emploi développées tant en Europe que dans les différents pays ne sont pas à la hauteur des défis de l'accroissement du chômage et de ses conséquences.

**Seule une véritable stratégie européenne coordonnée permettrait de se rapprocher de l'objectif de plein emploi.**

La dynamisation de l'économie va de pair avec une évolution positive du modèle social européen. Cela nécessite tout à la

fois une forte volonté politique et une responsabilité des entreprises accrue pour trouver des alternatives aux licenciements.

## ❖ POUR LA PROTECTION SOCIALE

### ET POUR LES SERVICES PUBLICS

Les régimes de protection sociale nationaux, dont les systèmes publics de santé et d'assurance maladie constituent un élément fondamental du modèle social européen qui garantit un espace commun de justice et de cohésion sociales. **Toute réforme du système de santé doit garantir les principes de qualité de proximité, d'égalité d'accès soutenu par un financement viable et équitable.**

Ces principes doivent guider l'ensemble des règles relatives aux services publics en France comme en Europe et être consacrés dans une directive cadre, comme le revendique la CES. Une

évaluation transparente et pluraliste, impliquant les partenaires sociaux, du processus de libéralisation en cours doit être réalisée sur la base de critères sociaux.

## ❖ DES MOBILISATIONS EN FRANCE ET EN EUROPE

A l'heure de son élargissement, l'Union Européenne forte de ses 25 membres doit réaffirmer et promouvoir une plate forme sociale solide englobant les droits des travailleurs, le dialogue social, les négociations collectives, des services d'intérêt général de qualité accessibles à tous, et un haut niveau de protection sociale qui participe aux valeurs de l'Union Européenne et à leur mise en œuvre.

La recherche d'un taux d'emploi élevé, d'emploi durable et de qualité, passe notamment par une véritable politique industrielle, des investissements

concertés dans les grandes infrastructures, une politique de recherche et d'innovation correspondant aux objectifs de Lisbonne, dotée des moyens nécessaires, et par une politique de formation tout au long de la vie.

Ceci pose la question du budget communautaire qui est insuffisant pour financer des politiques coordonnées en Europe, nécessaires à une croissance économique créatrice d'emploi et au progrès social, et à une bonne intégration des 10 pays entrants.

**Pour l'ensemble de ces objectifs, les organisations syndicales nivernaises CFDT, CFTC, CGT, CGT-FO, FSU - UNSA appellent, simultanément avec la Confédération Européenne des Syndicats (CES) et les autres syndicats d'Europe, à une journée de mobilisation et de manifestation le vendredi 2 avril 2004**

Nom :

Prénom :

Ville :

**Je signe pour une  
EUROPE PLUS  
SOCIALE**

Signature

**VENDREDI 2 AVRIL  
à NEVERS  
Place Guy Coquille**

**Venez déposer  
ce tract-pétition  
dans l'urne  
à partir de 15 h**

et

**Venez manifester  
à 17 h**